

Audience publique du 14 juin 2010

Recours formé par Monsieur ...
contre une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
en matière de protection internationale (art. 23 L.5.5.2006)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 26915 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 14 mai 2010 par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... (Iran), de nationalité iranienne, ayant élu domicile en l'étude de son litismandataire, sise à L- ..., tendant à l'annulation d'une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 24 février 2010, par laquelle le ministre a déclaré irrecevable sa nouvelle demande tendant à l'obtention d'une protection internationale telle que prévue par la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, ainsi que d'une décision confirmative de refus du 30 mars 2010 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 21 mai 2010 ;

Vu le mémoire en réplique déposé par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH au greffe du tribunal administratif le 27 mai 2010 ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 2 juin 2010 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision attaquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport et Maître Ardavan FATHOLAHZADEH et Madame le délégué du gouvernement Betty SANDT en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 23 novembre 2009.

En date du 29 août 2007, Monsieur ... introduisit oralement auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une demande de

protection internationale au sens de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Par décision du 15 janvier 2008, le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration informa Monsieur ... de ce que sa demande avait été rejetée comme étant non fondée au sens de l'article 19, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 5 mai 2006 après l'avoir évaluée par rapport aux conditions d'obtention du statut de réfugié et de celles d'obtention du statut conféré par la protection subsidiaire.

Le recours contentieux introduit par Monsieur ... à l'encontre de cette décision ministérielle fut rejeté par jugement du tribunal administratif du 12 novembre 2008, n° 24085 du rôle, jugement confirmé en appel par arrêt de la Cour administrative du 10 février 2009, n° 25147C du rôle.

Monsieur ... introduisit en date du 23 février 2009 une demande tendant à obtenir un statut de tolérance sur base de l'article 22 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, statut qui lui fut accordé par décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 12 mars 2009, et ce jusqu'au 31 décembre 2009.

Le 14 juillet 2009, Monsieur ... introduisit une nouvelle demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, qui lui fut refusée par décision du ministre du Travail de l'Emploi et de l'Immigration du 11 août 2010.

Tout comme contre la première décision de refus de l'octroi du statut de protection internationale, Monsieur ... introduisit un recours contentieux contre la décision précitée du 14 juillet 2009. Ce recours fut rejeté par un jugement du tribunal administratif du 25 novembre 2009 n°26232 du rôle.

En date du 6 janvier 2010 Monsieur ..., sollicita, par l'intermédiaire de son mandataire, le renouvellement de son statut de tolérance, renouvellement qui lui fut accordé par décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 7 janvier 2010 et valable jusqu'au 31 décembre 2010.

En date du 18 janvier 2010, Monsieur ... introduisit une troisième demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Monsieur ... fut entendu en date des 20 et 27 janvier 2010 par un agent de la Direction de l'Immigration sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa nouvelle demande de protection internationale.

Par décision du 24 février 2010 le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration rejeta cette troisième demande pour être irrecevable, adressée à Monsieur ... par envoi recommandé du 1^{er} mars 2010, décision libellée en les termes suivants :

« J'ai l'honneur de me référer à votre demande en obtention d'une protection internationale au sens de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection que vous avez présentée auprès du service compétent du Ministère des Affaires étrangères en date du 18 janvier 2010.

En mains le rapport de l'agent ministériel daté des 20 janvier et 27 janvier 2010.

Il ressort de votre dossier que vous aviez déposé une première demande de protection internationale le 29 août 2007. Cette demande avait été rejetée au motif que les craintes dont vous faisiez état étaient purement hypothétiques et que votre récit ne montrait tout au plus qu'un sentiment d'insécurité. Vous aviez été débouté définitivement de cette demande par un arrêt de la Cour administrative du 10 février 2009.

Le 14 juillet 2009, vous avez déposé une deuxième demande de protection internationale. Celle-ci a été déclarée irrecevable faute d'éléments nouveaux augmentant la possibilité que vous soyez persécuté dans votre pays. Vous avez été définitivement débouté de cette demande par un jugement du Tribunal administratif du 25 novembre 2009.

Entre temps, une tolérance vous avait été accordée jusqu'au 31 décembre 2010.

Le 18 janvier 2010, vous avez déposé votre troisième demande en obtention d'une protection internationale.

Vous exposez que votre famille serait toujours mise sous pression de la part des autorités iraniennes dans le but de vous faire revenir en Iran. La pension que votre mère touchait après le décès de votre père aurait été supprimée et votre mère, qui en aurait eu assez des visites des agents et qui ne pourrait plus subvenir à ses besoins, aurait été contrainte de partir vivre avec sa sœur. Les autorités auraient aussi confisqué l'acte de propriété de la maison familiale qui ne pourrait donc pas être vendue.

Je suis au regret de vous informer qu'en vertu des dispositions de l'article 23 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, votre demande de protection internationale est irrecevable au motif que, d'une part les faits que vous présentez ne sont pas nouveaux puisque vous les aviez déjà invoqués lors de votre deuxième demande et que d'autre part, ces faits ne vous concernent pas directement. De même, le document que vous versez ne concerne que la situation de votre mère et ne fait aucune allusion à vous. Je dois donc en conclure que, ici aussi, vos craintes sont purement hypothétiques et n'augmentent pas de manière significative la probabilité que vous remplissiez les conditions requises pour prétendre à une protection internationale.

Votre nouvelle demande en obtention d'une protection internationale est dès lors déclarée irrecevable.

La présente décision est susceptible d'un recours en annulation devant le tribunal administratif. Ce recours doit être introduit par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai d'un mois à partir de la notification de la présente. La décision du tribunal administratif ne sera susceptible d'aucun appel.(...) ».

Suite à un recours gracieux introduit par le mandataire de Monsieur ... en date du 28 mars 2010 à l'encontre de la prédite décision ministérielle, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration prit, en date du 13 avril 2010, une décision confirmative de refus libellée comme suit :

« J'ai l'honneur de me référer à votre recours gracieux du 28 mars 2010 concernant le dossier de Monsieur

Après avoir procédé au réexamen du dossier de votre mandant, je suis toutefois au regret de vous informer qu'à défaut d'éléments pertinents nouveaux, je ne saurais réserver une suite favorable à votre demande et je ne peux que confirmer ma décision du 24 février 2010, notifiée le 1^{er} mars 2010 dans son intégralité.

En effet, en ce qui concerne la pièce que vous versez à l'appui de votre recours gracieux, je constate qu'il s'agit d'une convocation qui mentionne seulement « aux heures de bureau ». Aucun motif n'est renseigné pour cette convocation et ce document est insuffisant pour constituer une preuve que votre mandant risque des persécutions dans son pays d'origine. (...) ».

Etant donné que l'article 23 (3) de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection prévoit un recours en annulation en matière de nouvelles demandes déclarées irrecevables, seul un recours en annulation a pu être dirigé contre les décisions ministérielles critiquées.

Le recours en annulation, par ailleurs introduit dans les formes et délai de la loi, est dès lors recevable.

A l'appui de son recours le demandeur rappelle ne jamais avoir contrevenu à l'ordre public luxembourgeois et s'être parfaitement intégré. Il souligne avoir versé deux nouvelles pièces à l'appui de ses dires, à savoir une convocation de la part du Commandement des Gardiens de la révolution islamique, l'invitant à se rendre en date du 8 mars 2010 au bureau de l'armée des Pasdarans, ainsi qu'une copie d'un document émanant de l'adjoint du service de renseignement des Gardiens de la Révolution le convoquant de nouveau à se présenter à l'administration du Commandement des Gardiens de la Révolution islamique de la province de Ghilan. Il rappelle par ailleurs avoir secouru une jeune fille ensanglantée et avoir refusé d'indiquer les coordonnées de cette dernière aux autorités iraniennes, ce qui aurait conduit aux persécutions dont lui et sa famille feraient l'objet actuellement. Ainsi, il rappelle que sa mère aurait non seulement été victime d'interrogatoires et de visites incessantes des Pasdarans, mais qu'elle se serait par ailleurs vu retirer le bénéfice de sa retraite, ainsi que le

droit de vendre sa maison et que suite à ces harcèlements elle aurait été contrainte de déménager pour habiter avec sa sœur près de Téhéran.

En droit le demandeur fait valoir que les décisions ministérielles déferées devraient encourir l'annulation pour violation de la loi, sinon pour erreur manifeste d'appréciation des faits. Dans cet ordre d'idées, il affirme que le ministre aurait omis d'examiner de manière approfondie les nouvelles pièces versées en cause et aurait refusé de faire droit à sa demande consistant à faire vérifier ses dires par des autorités compétentes. Il souligne par ailleurs que la situation dans son pays d'origine serait loin d'être démocratique et respectueuse des droits de l'homme.

Le demandeur fait encore plaider qu'il serait toujours recherché par les services secrets iraniens, lesquels continueraient à persécuter sa mère en lui refusant sa retraite, de sorte qu'il tomberait sous le champ d'application de l'article 31(1) de la loi précitée du 5 mai 2006.

Il affirme par ailleurs que les actes de persécutions dont lui et sa mère seraient victimes tomberaient dans le champ d'application de l'article 31 (2) de la loi du 5 mai 2006 précitée dans la mesure où ils constitueraient des violences mentales telles que prévues au point a) du prédit article.

Finalement, le demandeur estime qu'au vu de la situation générale régnant dans son pays d'origine ensemble avec sa situation particulière, il risquerait des représailles de la part des autorités iraniennes sans qu'il ne puisse bénéficier d'aucune protection. Le demandeur en conclut que sa nouvelle demande devrait être déclarée recevable et fondée dans la mesure où les faits qu'il affirme avoir invoqué augmenteraient de façon significative la probabilité qu'il remplisse les conditions requises pour prétendre à une protection internationale. A titre subsidiaire, il sollicite une expertise, respectivement une mesure d'instruction sur base des articles 12 et 14 de la loi du 21 juin 1999 relative au règlement de procédure devant les juridictions administratives, ayant pour objet d'examiner l'authenticité des nouvelles pièces versées en cause, ainsi que le risque qu'il encourt en cas de retour dans son pays d'origine.

Le délégué du gouvernement de son côté estime que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation du requérant.

Aux termes de l'article 23 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, telle que modifiée :

« (1) Le ministre considérera comme irrecevable la nouvelle demande d'une personne à laquelle la protection internationale a été définitivement refusée ou d'une personne qui a explicitement ou implicitement retiré sa demande de protection internationale, à moins que des éléments ou des faits nouveaux apparaissent ou sont présentés par le demandeur et qu'ils augmentent de manière significative la probabilité que le demandeur remplisse les conditions requises pour prétendre au statut de réfugié ou au statut conféré par la protection subsidiaire, à condition que le demandeur concerné a été,

sans faute de sa part, dans l'incapacité de les faire valoir au cours de la précédente procédure, y compris durant la phase contentieuse.

(2) Le demandeur concerné devra indiquer les faits et produire les éléments de preuve à la base de sa nouvelle demande de protection internationale dans un délai de 15 jours à compter du moment où il a obtenu ses informations. Le ministre peut procéder à l'examen préliminaire prévu au paragraphe (1) en le limitant aux seules observations écrites présentées hors du cadre d'un entretien ».

Le droit à l'ouverture d'une nouvelle procédure d'instruction d'une demande de protection internationale est dès lors conditionné par la soumission d'éléments qui, d'une part, doivent être nouveaux, et, d'autre part, comporter des indications sérieuses d'une crainte fondée de persécution, le demandeur devant avoir été dans l'incapacité – sans faute de sa part – de se prévaloir de ces nouveaux éléments au cours de la procédure précédente, en ce compris la procédure contentieuse.

En outre, le droit à l'ouverture d'une nouvelle procédure d'instruction d'une demande de protection internationale est soumis à la condition que les éléments nouveaux dont un demandeur fait état, soient invoqués dans un délai de 15 jours à compter du moment où il en a eu connaissance.

Il appartient au tribunal de rappeler que le droit à l'ouverture d'une nouvelle procédure d'instruction constitue une exception - soumise à des conditions d'ouverture strictes - à l'autorité de la chose jugée dont est revêtue la procédure contentieuse antérieure.

Il appartient dès lors au ministre d'analyser si les éléments qui lui ont été soumis au cours d'une deuxième, respectivement comme en l'espèce troisième demande en protection internationale, constituent effectivement des éléments nouveaux et sont susceptibles en même temps d'augmenter de manière significative la probabilité que le demandeur remplisse les conditions requises pour l'obtention de la protection internationale, le caractère nouveau des éléments avancés en cause s'analysant notamment par rapport à ceux avancés dans le cadre des précédentes procédures.

Force est de constater qu'en l'espèce le demandeur a déposé une première demande de protection internationale en date du 29 août 2007, lors de laquelle il avait fait état du fait que suite à l'aide qu'il aurait apporté à une jeune fille ensanglantée, il serait recherché par les autorités de son pays d'origine et plus particulièrement par des membres d'une milice opérant en civil. Le demandeur avait en outre soulevé que cette même milice se serait présentée en son absence à son domicile, de sorte qu'il aurait été obligé de se cacher chez un cousin et qu'il n'aurait pas pu reprendre son travail. Il avait en outre soutenu avoir reçu des coups de téléphone anonymes de menaces et que sa mère aurait été maltraitée par les agents de la milice lorsque ces derniers se seraient présentés à son domicile. Cette première demande avait fait l'objet d'un premier recours contentieux suite au refus du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 16 juillet 2008.

Force est de rappeler que tant le tribunal administratif dans son jugement du 12 novembre 2008 (n°24085 du rôle), que la Cour administrative dans son arrêt du 10 février 2009 (n°25147C du rôle), ont retenu que les faits invoqués par le demandeur ne sauraient être qualifiés d'actes de persécution d'une gravité telle qu'ils justifieraient l'octroi du statut de protection internationale dans le chef du demandeur.

Monsieur ... a ensuite introduit une deuxième demande de protection internationale lors de laquelle il a réitéré les affirmations produites lors de sa première demande tout en produisant des éléments et pièces censés accréditer la réalité de ces affirmations et souligner la gravité du risque auquel il serait exposé en cas de retour en Iran. Il a plus particulièrement souligné que les persécutions dont aurait été victime sa mère se seraient soldées par une hospitalisation de cette dernière, que sa mère se serait vu retirer le bénéfice de sa retraite, que les autorités iraniennes auraient fait une perquisition chez sa mère au printemps 2009, perquisition lors de laquelle ils auraient tenté d'embarquer cette dernière et le fait qu'il aurait participé à des manifestations des opposants au Luxembourg au courant du mois de juin 2009.

Le tribunal, dans son jugement du 25 novembre 2009 (n° 26232 du rôle) a retenu que le demandeur, lors de sa deuxième demande en protection internationale, était resté en défaut de verser des éléments fondamentalement ou chronologiquement nouveaux et que les éléments invoqués n'augmenteraient pas de manière significative les conditions requises pour prétendre au statut de réfugié ou au statut conféré par la protection subsidiaire.

Au vu des considérations qui précèdent, il y a lieu de retenir que les faits invoqué par le demandeur dans le cadre de la présente instance relatifs au fait qu'il serait persécuté dans son pays d'origine suite à l'aide qu'il aurait apporté à une jeune fille, les persécutions dont sa mère ferait l'objet de la part de l'armée des Pasdarans et plus particulièrement le fait qu'elle aurait été victime d'interrogatoires et de visites incessantes des pasdarans lesquels auraient finalement conduit à son hospitalisation, ont d'ores et déjà été toisés tant par les juridictions administratives lors des deux précédentes procédures de sorte à bénéficier de l'autorité de la chose jugée. En effet, contrairement aux affirmations du demandeur, tant le tribunal administratif que la Cour administratives se sont prononcés sur les faits invoqués à la base de sa demande de protection internationale. Ainsi, la Cour dans son arrêt précité du 10 février 2009 a notamment retenu que *« les prétendus problèmes rencontrés par l'appelant, en substance des visites domiciliaires et des menaces anonymes par téléphone pour avoir aidé une femme violente n'ayant pas respecté la loi islamique, peuvent certes être regardés comme des pratiques non compatibles avec le respect des droits individuels et partant condamnables sous cet aspect, mais ne sauraient être qualifiés d'actes de persécution d'une gravité telle qu'il y aurait lieu de conclure que la vie de Monsieur... lui serait intolérable dans son pays d'origine »*. En outre, le tribunal administratif, dans son jugement du 25 novembre 2009 rendu dans le cadre de la deuxième demande de protection internationale du demandeur, a retenu que : *« que les perquisitions opérées dans la maison de la mère du demandeur et les mauvais traitements subis par cette dernière ne constituent pas de nouveaux éléments, le demandeur s'étant déjà infructueusement prévalu de tels éléments dans le cadre de sa première demande en obtention d'une protection internationale. Par ailleurs, l'attestation du cousin du demandeur - outre que la pertinence d'une attestation*

émanant d'une personne vivant en Suède par rapport à un évènement ayant eu lieu en Iran doit être sujette à caution - ne porte que sur le fait que le demandeur avait trouvé refuge dans la maison du père du témoin avant sa fuite, de sorte qu'elle ne contient pas d'élément nouveau, le fait que le demandeur ait été hébergé par son cousin avant sa fuite ayant déjà figuré dans son rapport d'audition du 25 octobre 2007. ».

Dans le cadre de sa troisième demande de protection internationale, laquelle fait objet du présent litige, le demandeur a non seulement réitéré les motifs à la base de ses demandes antérieures, mais a en outre présenté des éléments et pièces nouvelles consistant dans un ordre donné par les Gardiens de la Révolution à la Caisse de pension de ne plus verser de pension à sa mère, laquelle aurait été obligée de déménager à Téhéran chez sa sœur, une convocation de la part du Commandement des Gardiens de la révolution islamique, l'invitant à se rendre en date du 8 mars 2010 au bureau de l'armée des Pasdarans, ainsi qu'une copie d'un document émanant de l'adjoint du service de renseignement des Gardiens de la Révolution constituant une nouvelle convocation à se présenter à l'administration du Commandement des Gardiens de la Révolution islamique de la province de Ghilan.

En ce qui ensuite concerne plus particulièrement l'ordre donné par les autorités iraniennes à la Caisse de pension d'arrêter les versements de la pension à la mère du requérant et la convocation de la part du Commandement des Gardiens de la révolution islamique, invitant Monsieur ... à se rendre en date du 8 mars 2010 au bureau de l'armée des Pasdarans, force est de retenir, que s'il s'agit bien de deux pièces nouvelles, il n'en reste pas moins qu'elles ont directement trait aux faits d'ores et déjà invoqués par le demandeur lors de ses deux premières demandes de protection internationales, faits d'ores et déjà toisés tant par le tribunal administratif que par la Cour administrative et jugés non suffisants pour octroyer la protection internationale à Monsieur Il ne s'agit dès lors pas d'éléments nouveaux au sens de l'article 23 de la loi du 5 mai 2006 précitée, lesquels seraient susceptibles d'augmenter de manière significative la probabilité que le demandeur remplisse les conditions requises pour prétendre au statut de réfugié ou au statut de la protection subsidiaire. Or, en l'absence de fait nouveau susceptible de modifier la situation antérieurement reconnue en justice, les jurisprudences citées par le demandeur dans son mémoire en réplique et relatives à l'autorité de la chose jugée ne sauraient trouver application en l'espèce.

Finalement, en ce qui concerne la copie d'un document émanant de l'adjoint du service de renseignement des Gardiens de la Révolution constituant une nouvelle convocation à se présenter à l'administration du Commandement des Gardiens de la Révolution islamique de la province de Ghilan, force est de constater que cette pièce a été présentée au ministre en date du 11 mai 2010, c'est-à-dire après les deux décisions ministérielles de refus actuellement déferées.

Or, il y a lieu de rappeler que dans le cadre de du recours en annulation l'analyse du tribunal ne saurait se rapporter qu'à la situation de fait et de droit telle qu'elle s'est présentée au ministre lors des prises de décisions déferées, le juge de l'annulation ne pouvant faire porter son analyse ni à la date où il statue, ni à une date postérieure au jour où les décisions

attaquées ont été prises, de sorte que le tribunal ne saurait prendre cette pièce en considération dans le cadre du présent litige.

Il résulte de l'ensemble des considérations qui précèdent, et sans qu'il soit besoin de statuer plus en avant, que la troisième demande de Monsieur ... a valablement pu être déclarée irrecevable en application de l'article 23 de la loi précitée du 5 mai 2006, de sorte que le recours formé par le demandeur est à rejeter comme n'étant pas fondé.

A titre superfétatoire, il y a encore lieu de souligner qu'en ce qui concerne la demande du requérant consistant à solliciter une expertise, respectivement une mesure d'instruction ayant pour objet d'examiner l'authenticité des nouvelles pièces versées en cause, force est au tribunal de constater que l'authenticité des pièces versées en cause n'est nullement mise en cause par la partie étatique, de sorte qu'une telle expertise s'avère être superflue et en tout état de cause non pertinente en ce qui concerne l'issue du présent litige.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement,
reçoit le recours en annulation en la forme,
au fond le déclare non justifié et en déboute,
condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 14 juin 2010 par :

Marc Sünner, premier juge
Claude Fellens, juge
Thessy Kuborn, juge

en présence du greffier Arny Schmit.

s. Schmit

s. Sünner

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 14.6.2010
Le Greffier du Tribunal administratif